

APPEL DU CONGRÈS

de l'Union Fédérale des Syndicats de l'État CGT

La Fonction Publique d'État et ses agents subissent depuis plusieurs années des attaques sans précédent, de la part des gouvernements successifs au service du patronat et du capitalisme. Il s'agit d'une offensive globale contre les missions de service public, le statut général des fonctionnaires, les statuts particuliers, les moyens et les effectifs. Nul n'est épargné.

Au prétexte de l'austérité, il s'agit de faire des économies sur le dos des services publics et de la population. C'est le rouleau compresseur : gels des pensions et du point d'indice, suppression massive d'emplois, réforme territoriale, mobilité forcée, PPCR, RIFSEEP, et volonté d'augmenter le temps de travail des agents...

Tout cela aboutit à la dégradation généralisée des conditions de travail, à la perte de sens dans nos missions soumises à des logiques de chiffres déconnectées des besoins des usagers et conduit au développement de la souffrance au travail.

Les agents, aux côtés des salarié-e-s du privé, des retraité-e-s et de la jeunesse, ont fait grève contre les lois Macron, Rebsamen et Travail. A travers ces réformes destructrices, le gouvernement actuel a préparé le terrain pour l'explosion gé-

néralisée des droits. Nombre de candidats à la présidentielle promettent de poursuivre la liquidation de la Fonction Publique. L'état d'urgence permanent utilisé notamment comme une arme de mise au pas de tous les agents publics, participe à la diffusion des idées d'extrême droite, à la remise en cause des droits syndicaux et des libertés individuelles.

Nous ne choisirons pas entre le pire et le moins pire. Nous choisissons le progrès social !

Les organisations CGT de la Fonction Publique d'Etat se sont donc dotées d'un nouvel outil syndical, l'UFSE-CGT, pour être plus fort ensemble.

L'UFSE-CGT affirme que la Fonction Publique d'Etat est un investissement pour satisfaire les droits et les besoins fondamentaux de la population. L'UFSE-CGT revendique une fonction publique au service de l'ensemble des usagers (jeunes, retraité-e-s, salarié-e-s, privé-e-s d'emplois, sans condition de nationalité) dans une optique de solidarité, d'égalité ainsi que d'accessibilité et de continuité du service public.

L'UFSE-CGT REVENDIQUE :

- Une égalité réelle femmes/hommes
- Des recrutements de fonctionnaires par concours pour garantir l'exercice plein et entier des missions sur l'ensemble du territoire au service des populations
- Un plan massif de titularisation et de résorption de la précarité sans condition de concours et de nationalité au sein de la FPE
- La défense et le renforcement du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers
- La reconnaissance des qualifications dans le cadre d'une Fonction publique de carrière
- L'augmentation significative de la valeur du point d'indice avec rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis 2010 auxquelles PPCR ne répond pas
- L'abrogation du RIFSEEP
- La revalorisation significative des pensions et des retraites
- La consolidation et le développement de l'ensemble des implantations de service public d'État, de pleine compétence et de proximité
- La réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires avec les créations d'emplois nécessaires, sans perte de salaire
- L'amélioration des systèmes de protection sociale
- Le maintien du code des pensions civiles et militaires

La qualité du service public rendu passe par la reconquête du sens du travail et l'amélioration concrète des conditions de travail.

A ceux qui affirment que le financement de l'action publique est une charge pour la société, l'UFSE-CGT rappelle :

- 85 milliards de fraude fiscale,
- 26 milliards d'allègements fiscaux pour les entreprises en 2016 (dont le CICE et le CIR),

- Baisse annoncée de l'impôt sur les sociétés de 33 à 28 % (Loi de Finances 2017),
- Chute brutale des recettes fiscales au titre de l'impôt sur le revenu avec le prélèvement à la source et remise en cause du financement de la protection sociale.

A l'opposé, **l'UFSE-CGT affirme que les services publics constituent une richesse**, finançable à travers une fiscalité socialement juste et redistributive associée à une véritable lutte contre la fraude fiscale.

Nous appelons les personnels et les citoyen-e-s à résister et à riposter sur le terrain, afin d'imposer le progrès social.
L'UFSE-CGT est solidaire des luttes sociales en cours et apporte son soutien à toutes les actions menées.

L'UFSE-CGT appelle les personnels à poursuivre leurs actions pour peser dans le rapport de force.

Le 1^{er} mai doit être celui des personnels en lutte et l'UFSE-CGT appelle à une mobilisation massive et à la convergence des luttes.